

*Annual Report 1955*, INTERNATIONAL MONETARY FUND. Un vol., 6 po. x 9, broché, 195 pages — Washington, 1955

Jacques Parizeau

Volume 31, numéro 3, octobre–décembre 1955

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002701ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002701ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Parizeau, J. (1955). Compte rendu de [*Annual Report 1955*, INTERNATIONAL MONETARY FUND. Un vol., 6 po. x 9, broché, 195 pages — Washington, 1955]. *L'Actualité économique*, 31(3), 482–483. <https://doi.org/10.7202/1002701ar>

modes de transport. Le procédé aurait présenté l'inconvénient de rendre difficile l'étude des inter-relations de ces modes de transport et de rattacher les conclusions à la théorie économique générale. Une autre méthode a été adoptée. Dans une première partie sont esquissés ce qu'on pourrait décrire comme étant le marché des transports, et l'aménagement rationnel des voies de transport. La deuxième partie a trait à la législation américaine des transports. Cette législation est souvent comparée aux règles qu'on pouvait déduire de la première partie. Enfin il était normal de réserver toute la troisième partie à l'étude de l'état et des répercussions des politiques de taux de transport et, en particulier de la discrimination des taux. La législation des taux de fret est évidemment incorporée dans cette troisième partie. L'ordre des chapitres est sans doute assez lâche, mais cela est inévitable étant donnée la variété des éléments de la question.

La plupart des références d'ordre pratique sont, cela est naturel, tirées de la situation des transports aux États-Unis. Normalement ce genre d'illustration n'empêche pas la majorité des manuels américains d'être utiles dans d'autres pays que leur pays d'origine. Lorsqu'il s'agit de transport, cependant, la législation a une telle importance que le lecteur doit faire attention de distinguer ce qui a une valeur générale des principes et des règles qui ne sont valables que dans un seul pays.

Jacques Parizeau

**Annual Report 1955, INTERNATIONAL MONETARY FUND. Un vol., 6 po. × 9, broché, 195 pages.— Washington, 1955.**

Comme c'était le cas pour les rapports précédents, le rapport de 1955 passe en revue la conjoncture des gouvernements internationaux, avant d'aborder l'étude de la situation du Fonds monétaire. Certaines des constatations de l'étude ont une importance singulière. Ces constatations ont été faites maintes fois depuis un an, mais il n'est pas inutile de les reprendre ici brièvement pour compléter l'article de Monsieur Girard qui est publié ailleurs dans ce numéro de la revue.

Alors que l'économie américaine, en 1953 et 1954, traversa une dépression temporaire mais relativement aiguë, le niveau de l'activité économique dans le reste du monde et surtout en Europe continua de monter. Les causes de cette absence de parallélisme n'ont pas encore été totalement élucidées. Il semble cependant que la chute des exportations du reste du monde vers les États-Unis fut largement compensée par un accroissement du commerce intra-européen et par un accroissement des exportations des fournisseurs de matières premières en direction des pays industriels de l'Europe du Nord ouest et du Japon. Des accroissements très nets de productivité en Europe ont mis les exportateurs de ces régions en mesure de concurrencer plus facilement qu'auparavant leurs rivaux Nord-Américains.

L'extension de ces transactions commerciales qui ne se font pas avec l'Amérique du Nord a été facilitée par une libéralisation du contrôle des changes. La Grande Bretagne et la République Fédérale allemande ont étendu considérablement la transférabilité des comptes en livres sterling et en marks. En d'autres termes, les livres et les marks dont dispose un pays étranger peuvent être, dans

bon nombre de cas maintenant, mis à la disposition d'un autre pays étranger, si le premier désire payer une dette contractée envers le second. D'autres mesures d'assouplissement du régime des changes ont été prises, mais il semble bien que l'extension de la transférabilité des comptes ait eu une importance particulière.

Dans ces conditions, on comprendra aisément que le Fonds n'ait pas eu à répondre à une forte demande de devises au cours de l'année. Les achats ne dépassèrent pas 50 millions de dollars, les acheteurs étant l'Indonésie, la Colombie et l'Iran. Seuls des dollars américains furent vendus. Faut-il donc voir dans le bilan de 1955 une contradiction des conclusions présentées par M. Girard? Ce dernier notait, en effet, que, depuis les modifications apportées aux statuts du Fonds, les espoirs qu'on avait placés dans cet organisme s'étaient ravivés: les achats de devises par les membres s'étaient accrus et ces achats ne portaient pas seulement sur des dollars américains.

Les conclusions de M. Girard restent valables. Si des tirages plus importants n'ont pas été accordés par le Fonds monétaire, ce n'est pas parce que les autorités sont revenues à une politique conservatrice, c'est, plus simplement, parce que l'année 1954-55 a été bonne et que les besoins de devises des membres s'en trouvèrent réduits. Il est significatif à cet égard que jamais les remboursements d'or et de dollars, achetés au cours des années précédentes, n'ont été aussi importants qu'en 1954-55.

Jacques Parizeau

**Goods Currencies**, par H.-J. BONDA, avec préface du professeur DR. F. DE VRIES, *président du Social Economic Council de Hollande*. Un vol., 6¾ po. × 8¾, relié, 68 pages.— ENGLISH UNIVERSITIES PRESS LTD., Londres, 1953, (7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> net).

Économiste, mais aussi homme d'affaires, M. Bonda a été à même de constater dans la pratique jusqu'à quel point se fait sentir le besoin de liberté dans le commerce international et d'équilibre dans les paiements internationaux, en dépit de toutes les ententes et de tous les accords. L'insuffisance des efforts déployés depuis la mise au rancart forcée de l'étalon-or, après la première grande guerre, les lacunes et les difficultés inhérentes aux systèmes imaginés et les causes de l'insuccès ou du peu de succès de toutes ces mesures qui nous laissent encore loin de la solution satisfaisante de nos problèmes, tout cela fait l'objet du premier chapitre qui sert d'introduction à l'exposé du système monnaie-marchandises que l'auteur croit capable de provoquer l'essor du commerce international, tout en assurant l'équilibre à peu près automatique des balances de paiements et en rendant possible la libre convertibilité des monnaies. Essentiellement, ce système consiste en un contrôle du mouvement des capitaux, de façon à empêcher la dislocation des balances de paiements, et en un règlement des comptes en monnaie-marchandises.

Ainsi que le fait remarquer le professeur de Vries dans sa préface, trop heureux serions-nous d'avoir enfin un système parfait d'aménagement des échanges internationaux. Mais dans l'état actuel des choses, le problème fourmille de tant de difficultés que toute proposition qui promet quelque amélioration mérite considération.

Camille Martin